



**« FORCES MORALES, QUELS
FACTEURS DE MOBILISATION DE
LA JEUNESSE POUR LA DÉFENSE
DE LA NATION »**

Travaux sous la direction du
lieutenant-colonel Yoann Mulot

Le Laboratoire
de la République

Ecole de guerre

Table des matières

| | |
|--|----|
| Remerciements | 2 |
| Introduction | 3 |
| Savoir, comprendre, agir : triptyque élémentaire comme gage de préparation à la défense du pays | 4 |
| Le rapport à la solidarité et à l’adversité en période de conflit | 10 |
| Le danger, l’ennemi, la mort : perceptions civiles et témoignages militaires | 14 |
| Étude quantitative du rapport des jeunes à l’engagement | 20 |
| Nation, Mémoire et Jeunesse : entre idylle et désamour | 26 |

Remerciements

Merci aux jeunes auteurs : Roméo Chauvel, Xavier Chaumonot, Edgar Cherrier, Antoine Couteaux, Pierre Craddock, Valentine Gelpi, Anna Paszek et Nicolas Poussin

Merci au comité Ardant du Picq de l’Ecole de guerre

Merci à Erévan Rebeyrotte, chargé de mission au sein du Laboratoire de la République

Introduction

« Préparer la guerre, c'est préparer des chefs ! » Voici résumée en sa devise, la mission de l'École de guerre qui forme la cohorte de ceux qui, demain, auront la responsabilité de notre défense. Parmi les 350 stagiaires, vingt officiers de la 31^{ème} promotion ont réalisé une étude de la guerre, de ses acteurs et de ses effets sous l'angle des sciences humaines. Rassemblés au sein d'un comité, ils s'inspirent de leur parrain, le colonel Ardant du Picq (fin du XIX^{ème} siècle), premier officier français à développer une étude sociologique, anthropologique, psychologique et historique du combat dans son œuvre *Études sur le combat*.

Les équilibres du monde perdent leurs stabilités. La paix est chahutée. Nulle zone n'échappe à la probabilité de la guerre. Nos sociétés démocratiques libérales se fracturent. Le vent enchanteur de nos valeurs perd de son souffle. Dans ce contexte, la sécurité collective et la défense de nos intérêts ne peuvent reposer uniquement sur le facteur matériel. Nos adversaires, toujours plus désinhibés, parviennent à nous déséquilibrer de façon locale voire régionale, notamment en exploitant de nouveaux espaces de supériorité. Cette évolution des équilibres et des rapports de force a une origine : la volonté. La guerre n'en est qu'un instrument.

Se concentrant sur les forces morales, le comité Ardant du Picq a pris le parti d'étudier « *l'homme dans le combat, car c'est lui qui fait le réel* » (*Études sur le combat*, éd. Ivrea, p.5). Les officiers ont ainsi pu apprécier la portée stratégique des forces morales – avec le professeur Georges-Henri Soutou, de l'Académie des sciences morales et politiques -, leur vertu au combat - avec le colonel Michel Goya -, face au risque – avec Patrice Franceschi -, leur impact psychique – avec la docteur Marion Trousselard -. Si l'épine dorsale de la défense est militaire, elle ne s'y limite pas : c'est avant tout un devoir collectif. Thucydide dressait ce constat il y a plus de deux millénaires : « *la force de la cité ne réside ni dans ses remparts, ni dans ses vaisseaux, mais dans le caractère de ses citoyens* ».

Parmi ces citoyens, le comité a fait le choix de se tourner vers ceux qui porteront l'avenir de notre pays, vers l'incarnation de nos armées : la jeunesse de France ; en particulier celle née après la suspension du service national. Quelle perception a-t-elle de la défense nationale ? Est-elle prête à s'engager pour celle-ci ? En a-t-elle l'envie ? Les réponses sont évidemment complexes, plurielles et il n'appartient pas aux militaires seulement d'y répondre. Pour cela, huit étudiants du Laboratoire de la République se sont investis à nos côtés pour analyser les facteurs de mobilisation de la jeunesse.

Leurs travaux, déclinés en cinq thèmes, vous livrent une réponse. L'une des réponses pour la prise en compte de nos enjeux de défense par la jeunesse de France. Leurs analyses et les propositions associées identifient quelques idées reçues à dépasser, quelques leviers à mobiliser pour l'implication de tous les citoyens.

Ce travail conjoint entre l'École de guerre et le Laboratoire de la République est un exemple parmi d'autres de la valeur du lien Armées-Nation.

Lieutenant-colonel Yoann Mulot
Président du comité Ardant du Picq

Savoir, comprendre, agir : triptyque élémentaire comme gage de préparation à la défense du pays.

La perception des menaces dans une propension à penser que leur gestion est du seul ressort des armées.

« La défense de la Nation est une responsabilité partagée qui repose sur les épaules de chaque citoyen. »¹

Le général Durieux, directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), détaille sa vision du lien « armées-Nation » dans *Esprit défense* n°8². Pour lui, il est préférable de « parler d'intégration des armées dans la société ou dans la Nation et de s'interroger sur le niveau de cette intégration ».

Pourtant, au-delà des frontières géographiques et des lignes politiques, **la sécurité nationale est un enjeu fondamental qui requiert l'engagement actif de toute la société**. Dans cet esprit, l'éducation civique émerge comme un pilier essentiel de la mobilisation de la jeunesse pour la défense de la Nation. Cette transmission aborde un ensemble de principes et de valeurs favorisant l'engagement d'une jeunesse à défendre la Nation.

Par ce postulat établi, il est nécessaire d'aborder la perception que la gestion des menaces est exclusivement attribuée aux forces armées, sans basculer dans une analyse qui promeut l'engagement militaire comme seule solution. La défense devient donc multi vectorielle et multi champ.

La défense nationale nécessite, d'abord, une approche éducative. L'institution qui instruit les jeunes générations est la première passerelle dans la compréhension et l'appropriation de la vision des intérêts nationaux. Elle favorise aussi l'appartenance à un seul et même groupe : la communauté nationale. De fait, l'éducation civique est un puissant vecteur de sensibilisation.

Pourtant,

« L'éducation civique en France fait l'objet de tensions propres à la société et à l'école contemporaine. »³

Facteur fondamental dans la mobilisation de la jeunesse, elle révèle des difficultés propres aux enjeux sociaux. « L'éducation civique n'est justement pas une discipline, c'est un enseignement de valeurs, de principes, de savoirs, de pratiques, estimés indispensables à un moment donné

¹ Article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Depuis la levée en masse des Français de 1792 pour renforcer l'armée française et défendre « la Patrie en danger », le devoir de défense du territoire est lié à la citoyenneté.

² 2023

³ Bozec, G. (2020). Vérité, neutralité et conflits de valeurs : les dilemmes de l'éducation civique aujourd'hui. *Raisons éducatives*, 24, 55-73. <https://doi.org/10.3917/raised.024.0055>

pour préparer les jeunes à participer le mieux possible à la vie démocratique, en assumant et en exerçant leurs droits et leurs devoirs citoyens. »⁴ Cette importance se transmet à travers des programmes éducatifs conçus de manière à fournir une compréhension des principes démocratiques, des institutions gouvernementales et des enjeux de sécurité nationale. À ce stade, l'école française, en 2024, est-elle apte à créer les fondations de ce sentiment dans chaque jeune esprit ? L'ancien président de la République François Hollande a insisté ces dernières années, notamment depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, sur la nécessité que

Les futures générations – particulièrement politiques – devront être géopolitiques.

Rupture, continuité, transformation. Le *distinguo* que Condorcet s'est efforcé de réaliser entre l'éducation et l'instruction s'exprime ici. Si la transmission familiale tient un rôle indispensable en matière de civisme, **seule l'école peut réellement sensibiliser aux enjeux géopolitiques**. Leur compréhension devient nécessaire face au bouleversement des équilibres du monde qui est en cours.

Il serait trop facile d'aborder les questions liées à la défense nationale et aux menaces sécuritaires, en les présentant de manière accessible et objective. Le cœur du sujet est plus délicat et demande en plus de l'acuité et de la pédagogie, de la constance dans le temps. De fait, il va de soi que le contenu des programmes de diffusion de ces valeurs doit être encadré par des enseignants pédagogues, équipés des connaissances et ressources nécessaires.

Les initiatives récemment lancées par le ministère des Armées, notamment le plan « ambition armées-jeunesse », permettent de plonger les jeunes au cœur des enjeux qui frappent aux portes de l'Europe, aux portes de la France. Initiatives relayées en partie par certains gouverneurs militaires, elles montrent la complexité d'un déploiement de programmes de sensibilisation efficace. Qui de mieux qu'un militaire opérant pour rendre compte de son expérience et conscientiser au mieux des sujets centraux. Il s'agit ici de découvrir de manière pratique les réalités de la défense nationale.

D'autres mesures plus poussées comme la visite régulière de bases militaires, de rencontres avec des professionnels de la sécurité et des simulations de situations d'urgence, offriront la possibilité d'une compréhension améliorée des forces armées. **La difficulté est de briser partiellement le dogme « d'un monde en paix possible » diffusé depuis des années par l'École, formatant une partie des citoyens au « syndrome des bisounours ».**

Il ne s'agit ni de vanter la guerre, ni de la soutenir, mais de faire reprendre conscience qu'elle existe et que celle-ci peut frapper n'importe où, n'importe quand.

Quelque part, l'aspect anthropologique de l'instinct de prédation qui nous anime tous, ne trouve sa restriction que dans une force de l'esprit suffisante.

⁴ Bergougnieux, A (S.D). L'école et l'éducation civique. In : Existe-t-il un modèle éducatif français ? *La revue de l'inspection générale*, n°3. <http://media.education.gouv.fr/file/37/6/3376.pdf>

La perception des menaces appelle à l'implication de la jeunesse. La communication et la transparence de l'État jouent un rôle crucial dans un engagement de celle-ci.

Au-delà de l'idée de transparence « pure et vertueuse » dans la communication gouvernementale, elle reste nécessaire pour aider à la compréhension des enjeux, et rendre compte par ce biais des difficultés et menaces touchant la société. En clarifiant les rôles de chaque acteur impliqué, on peut dissiper l'idée que cette responsabilité incombe exclusivement aux forces armées.

Les armées sont le fer de lance de notre défense. Toutefois, le monde contemporain est devenu trop complexe pour qu'elles seules détiennent le monopole d'appréciation et d'éradication des menaces.

Le dernier exemple se trouve dans la fraîcheur de l'actualité, à travers les tentatives d'ingérences étrangères en Nouvelle-Calédonie par le biais, en partie, d'applications de communication ou de messageries instantanées.

Les citoyens sont directement au contact de menaces infiltrées au cœur de notre société, insidieuses et persistantes.

Ceci rend plus difficile la perception des vulnérabilités potentielles par la population. De fait, le gouvernement, les agences de sécurité, les forces de l'ordre, les organisations internationales et la société civile ont tous un rôle à jouer.

De la prévention à la gestion des menaces, la porosité entre les secteurs susceptibles d'être infectés justifie à une plus grande implication d'acteurs qui jouissaient d'une défense déléguée aux Armées. Aujourd'hui, ensemble, ils doivent interagir pour anticiper et comme l'ambitionne le général Thierry Burkhard, pour « gagner la guerre avant la guerre ».

Le conflit devient transparent et diffus.⁵ La transparence appelle également à être étendue à la posture gouvernementale en matière de défense. Elle doit avoir pour objectif de favoriser la participation du corps social à la sécurité nationale.

Nous plaidons pour une subsidiarité citoyenne de défense.

Il s'agit du maintien en éveil des sens pour percevoir les enjeux, les menaces qui pèsent sur nos intérêts communs. *In fine*, cette posture fera naître une prévention citoyenne active d'elle-même par les comportements dans la vie de tous les jours. En complément, les consultations publiques élargies et l'appel à compétence mériteraient d'être approfondis.

⁵ Ceci nécessite une réflexion sur la définition des nouvelles formes de conflits et la notion de guerre, elle-même fracturée par les guerres hybrides. Quel que soit son niveau, une guerre reste sémantiquement une guerre, peu importe sa forme et ses conséquences. Le but recherché est probablement la caractéristique la plus changeante. Le refus obsessionnel d'appeler une situation « de guerre » par certains responsables questionne sur la cause de celui-ci. Est-ce du bon sens, un manque de responsabilité ou un souhait de préserver les citoyens d'une situation sous tension.

La promotion du civisme et de l'engagement citoyen joue un rôle crucial. Le civisme implique le respect des lois, des normes sociales et des institutions démocratiques, ainsi que la volonté de contribuer au bien-être de la communauté. En théorie, en promouvant le civisme chez les jeunes, on renforce leur sentiment de responsabilité. L'engagement citoyen peut se réaliser par le bénévolat, le service civique, ou la participation à des projets communautaires.

Encourager les jeunes à s'engager, c'est renforcer leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale. C'est les inciter à contribuer de manière positive à la société.

L'association, Les Jeunes IHEDN, est un exemple de structure pertinente mais qui reste échantillonnaire à l'échelle d'une classe d'âge. De surcroît, les compétences non-militaires appelle à être reconsidérées et partager au sein de la communauté de défense. Cela peut concerner la planification d'urgence, la gestion de crises, la communication dans celles-ci et la gestion des catastrophes naturelles. Ces premiers sont ordinaires. Pourtant, de nouvelles menaces et sous de nouvelles formes apparaissent, laissant les citoyens grandement impuissants.

Les menaces telles que les cyberattaques et le prosélytisme idéologique radical – voire le recrutement - en ligne se renforcent, nécessitant *de facto* de nouvelles approches.

Il est essentiel de doter notre jeunesse de compétences – ou de réflexes d'usage – en cybersécurité et en prévention de cette radicalisation galopante.

L'enseignement à l'identification des risques en ligne, à protéger les données personnelles et à promouvoir des comportements responsables sur internet est une priorité. La résilience et la capacité à comprendre de tous en sera renforcée.

L'idée d'une identification et d'une gestion des menaces relevant du seul ressort des armées, est une idée largement répandue et ancrée. Ceci contribue sans doute à l'établissement trop simpliste d'une division entre monde militaire et civil, entre ceux qui détiennent nos intérêts et ceux qui les défendent. Cette distinction paraît aussi vieille que nos sociétés – à des degrés différents. Il ne doit cependant pas s'agir d'une paroi mais d'une membrane. Il doit persister une porosité entre la Nation et ses Armées.

En la matière, la France jouit d'un avantage substantiel. Ses armées sont très bien considérées par une très large majorité de ses citoyens. Nous laissons « naturellement » les Armées s'occuper des menaces extérieures. Dans cette perception des menaces, la compréhension des enjeux géopolitiques évoquée plus haut renferme un changement de paradigme. Celui-ci effraie peut-être davantage la *communitas* – désignant l'esprit de société – qui ne sait pas réellement quoi en penser. Avec la guerre en Ukraine, nous sommes passés, pour ce qui concerne l'Occident, de la menace terroriste prédominante à la menace de guerre de grande envergure. Cependant, les deux se juxtaposent en réalité, créant un cocktail explosif. Incubateur de sentiments variés, allant du réveil au désarroi.

Si le désarroi l'emporte, la défiance envers le gouvernement, les institutions et même les grands acteurs du secteur privé tend à s'accroître.

Si le désarroi l'emporte, c'est le défaitisme qui se fait jour face à ceux qui portent la flamme de l'espérance et de la détermination.

Observons cette différence, cette division des opinions sur un rendez-vous majeur pour la France : les Jeux Olympiques de Paris (JOP) 2024.

Ils sont la pierre de touche d'une société française bicéphale. D'un côté, une France qui souhaite rester positive et enthousiaste, et de l'autre, une France qui perd pied dans le pessimisme et la perte de repères.

Cet abandon relève sûrement d'une absence de projet national, de grand dessein. Aujourd'hui, qui peut dire haut et fort avoir un vrai projet idéologique et stratégique pour la France au sein de nos élites politiques ? Cette absence flagrante dénote de pays comme la Turquie ou les pays Slaves qui par un développement de sentiment de fierté nationale, parviennent à mobiliser une jeunesse dévouée à la Nation. Elle se lève, va travailler et souhaite que son travail puisse contribuer à la richesse du pays. La dégradation de l'environnement sécuritaire mondial et européen nécessite une refonte de l'approche nationale, demandant une implication de la jeune génération à repenser. Quelle place peut-on et devons-nous lui donner ?

Les démocraties doivent se refuser d'abandonner aux autocraties l'apanage de la fierté d'appartenance, la conviction de grandeur de son modèle de société.

Mais en miroir, nos armées sont-elles en mesure de bien comprendre toutes les évolutions de société qui se sont opérées ces dernières années ? Non seulement c'est une nécessité fondamentale, mais c'est aussi un gage de stabilité et d'attractivité. Nos décideurs et nos armées se sont-ils trompés ? Doit-on dire que c'est un échec ? La réponse à ces questions est bien sûr complexe. Mais elles doivent être posées. Quels enseignements tirer de nos opérations récentes ? Pouvons-nous nous satisfaire d'une « victoire militaire mais défaite politique » ?

Il faut impérativement dresser le bilan, non pas de ce qui a été perdu, mais de ce qui a été fait. Est-ce que les opérations civilo-militaires locales – entre défense et développement -, par exemple, ont réellement eu un impact profitable ? Ces stratégies de grande ampleur, sur le temps long, sont la seule image donnée à voir de la France à la jeunesse sahéenne. Est-ce réellement vers elle que nous nous sommes tournés ?

Pour ce qui concerne l'appréciation de la situation en Ukraine, avons-nous été, à notre niveau, en mesure d'expliquer les choses aux Français ?

L'absence de la stratégie et de la géopolitique dans le débat national n'a-t-elle pas affecté durablement la compréhension des enjeux de la guerre en Ukraine au sein de la société française ?

Outre la peur qui peut, à juste titre s'installer, elle ne comprend pas toujours la réalité du terrain et ce que ces situations signifient le pays. Ici, l'idée non pas de mondialisation mais de globalisation par la paix et les échanges se heurte à un dur réalisme des faits.

Il est probable que la jeunesse se demande où est passé le monde en paix qui nous est promis depuis le berceau. Les décideurs politiques et militaires détiennent une

responsabilité, pas nécessairement à l'égard de cette perte de sens, mais dans la gestion globale du moral de la Nation.

La tâche sera difficile pour y remédier mais les enquêtes - notamment l'étude dédiée de l'IRSEM en 2023 – démontrent qu'à cette grande ambition, un chemin est possible. L'essentiel est donc de rendre les perspectives concrètes et accessibles pour que la jeunesse s'engage encore davantage pour notre défense nationale.

Propositions :

- Introduire des cours obligatoires sur les enjeux de sécurité nationale, les principes démocratiques et les institutions gouvernementales dans les programmes scolaires.
- Développer des programmes d'échange où des militaires partagent leurs expériences et leurs connaissances dans les écoles et les universités.
- Encourager les visites de bases militaires et les rencontres avec des professionnels de la défense pour sensibiliser les jeunes à la réalité des opérations militaires.
- Mettre en place des simulations de situations d'urgence pour mieux préparer les jeunes à réagir face à des crises.
- Améliorer la transparence et la communication sur les menaces sécuritaires et les stratégies de défense, en utilisant des médias accessibles et des campagnes d'information.

Nicolas POUSSIN, étudiant en M2 à l'Université Catholique de Lille

Le rapport à la solidarité et à l'adversité en période de conflit

« La puissance militaire remporte des batailles, la force morale remporte des guerres. »

Le 16 novembre 2017, Florence Parly, alors ministre des armées, citait en ces mots le général George Marshall. Cette phrase justifie notre intérêt pour la capacité des forces morales françaises à tenir dans la durée, à ne pas céder au brouillard de guerre. **Ainsi, cet article, centré sur la jeunesse, est articulé autour de la solidarité nationale et de la conception de l'adversité, toutes deux capitales pour le maintien de l'effort de guerre.** Il s'agit d'effectuer un état des lieux de la perception qu'ont les jeunes de ces deux facteurs afin d'en tirer des conclusions sur ce que les pouvoirs publics peuvent mettre en place dans le but de renforcer la défense de la France.

La solidarité nationale est un concept particulier. Elle se situe entre la fraternité, qui relève d'un lien humain, et la soumission consentie vis-à-vis du système étatique. Cette dernière se fonde sur la reconnaissance de la légitimité du pouvoir, mais également sur le conformisme ou la peur de la sanction.

En période de conflit, l'Etat attend de sa population une forte solidarité nationale. Elle doit permettre de soutenir un effort de guerre potentiellement sur le temps long. Ainsi, quatre emprunts nationaux, de 1914 à 1918, permirent à la France de financer la guerre. A l'inverse, la solidarité nationale fût bien plus négligeable lors de la guerre d'Indochine (1946 - 1954). Ces deux exemples, bien qu'utilisés à titre d'illustrations et non d'arguments, soulignent la nécessité d'appréhender les tendances sociétales actuelles pour se préparer au conflit. Cela passe évidemment par la détermination des facteurs de mobilisation de la jeunesse.

La jeunesse dispose d'une forte propension à s'engager et à œuvrer *de facto* pour la solidarité nationale.

L'étude d'Anne Muxel *Les jeunes et la guerre, Représentations et dispositions à l'engagement*⁶ éclaire cette perception. Elle souligne le caractère patriotique de la jeune génération (18 - 24 ans), à l'instar des précédentes. **62% des jeunes se disent prêt à défendre la France et 48% jusqu'à donner leurs vies** (respectivement 68 % et 59 % des 50-64 ans ; respectivement 61 % et 47 % des 65 ans et plus).

Ainsi, les réponses de l'échantillon de jeunes mettent en lumière le caractère solidaire de leur génération.

⁶ Anne Muxel, *Les jeunes et la guerre – Représentations et dispositions à l'engagement*, Étude 116, IRSEM, avril 2024.

A la question « Pour défendre votre pays en cas de guerre, seriez-vous prêt à accepter les choses suivantes ? », 74% des sondés répondent consentir à cacher des populations menacées ainsi qu'à s'engager dans une ONG ou une association humanitaire pour aider la population civile.

Enfin, 56% des jeunes se décrivent comme engagés : « L'engagement fait donc partie de leurs répertoires et de leurs systèmes de valeurs. La vision qu'ils ont d'eux-mêmes privilégie l'idée de citoyens impliqués dans la vie collective de la cité »⁷.

La majorité des jeunes consent donc à une forme d'impôt, en ce sens que ces derniers comprennent les devoirs qui vont de pair avec les droits attachés à leur citoyenneté.

En période de conflit ou de préparation à la guerre, cette implication morale doit se répercuter dans la fiscalité.

Nicolas Delalande **souligne l'importance de considérer le consentement à l'impôt non pas comme un acquis mais comme un équilibre en constante redéfinition⁸. Celui-ci doit dès aujourd'hui être poursuivi par l'Etat.**

En effet, la génération Z constitue le contribuable de demain et pourrait être massivement mobilisée fiscalement afin de soutenir un effort de guerre. Pour cela, les contributeurs doivent consentir à l'impôt et au système de redistribution construit sur une conception morale particulière de la nation. L'Etat doit parvenir à créer une relation de confiance avec le contribuable grâce à une administration disciplinée, proche de la population, neutre et transparente.

En effet, parmi les cinq entretiens menés pour ce travail de recherche, la notion de justice dans le prélèvement de l'impôt a été mentionnée quatre fois. Il est à noter qu'à trois reprises, les interviewés ont considéré les parlementaires comme inaptes à porter la voix des citoyens dans la constitution d'un système fiscal juste. A deux reprises a été développée la possibilité de replacer le débat républicain au cœur de la vie de la cité afin que les jeunes puissent forger leurs opinions et les porter sur la scène politique au travers d'événements publics ou associatifs. Peut-être alors, la jeunesse considérera-t-elle les parlementaires plus éclairés par l'avis des citoyens et par conséquent plus légitimes à créer une fiscalité considérée comme juste. L'instauration d'instances de démocratie participative demeure aussi une possibilité à explorer dans cette perspective de renforcement du lien de confiance entre les institutions et les jeunes français. La solidarité nationale ne semble pas être dans un état de déchéance. En effet, une majorité de jeunes semble consentir aux différentes formes d'impôts. Cependant, son caractère essentiel justifie l'attention que l'Etat doit y porter.

⁷ Ibid.

⁸ Nicolas Delalande, Le consentement à l'impôt en France : les contribuables, l'administration et le problème de la confiance, Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Belin, 2009

La solidarité doit être soutenue par une intériorisation du sens du conflit et par la même occasion, par une perception singulière de l'adversité.

Selon Anne Muxel, 57% des jeunes déclarent être prêts ou envisager la possibilité de tuer un ennemi de la France en cas de guerre. Toutefois, la perception du sens du conflit est variable. Or, elle a une importance majeure dans le maintien de l'effort de guerre et la détermination des combattants.

L'adversaire ne doit pas être déshumanisé mais tenu pour ce qu'il est : un membre d'une communauté menaçant les valeurs et les intérêts de la France. En effet, il ne s'agit pas de le diaboliser, le monde ayant déjà souffert des affres des nationalismes radicaux. De surcroît, cette compréhension permet de légitimer les décisions des responsables des armées.

En condition nécessaire à cette approche s'érige la croyance dans les valeurs nationales en tant que socle de légitimité de l'affrontement. Les français doivent donc croire dans leur système politique et, par conséquent, y participer. Ainsi, la culture du questionnement et de la critique constructive doit être encouragée afin que les citoyens défendent leur propre système et non simplement celui dans lequel ils vivent. **Pour cela, les interviewés soulignent le potentiel d'un apprentissage théorique et concret des sciences politiques et de l'engagement civique à l'école.** Les jeunes français doivent comprendre les valeurs de la France et s'engager pour la cité dans des projets qui leur tiennent à cœur. Ils le souhaitent, alors profitons-en. Cette matérialisation du lien à la nation via des projets scolaires ou universitaires doit finalement servir à la compréhension du bien commun protégé par la prise des armes et par conséquent, à la menace que représente l'adversité.

Pour l'atteinte de cet objectif, un rôle majeur incombe aux armées. **Il serait tout à fait souhaitable de redimensionner les événements organisés avec les jeunes. Si certains projets comme des courses ou des portes ouvertes ont déjà été réalisés, il faut élargir la cible et faire évoluer les logiques de l'organisation.** Régates, parcours du combattant, expositions artistiques et historiques, wargames, fanfares, cycles de conférences, tournois d'e-sport, accompagnement aux cérémonies sont autant de projets qui peuvent être développés et organisés par les jeunes avec le soutien des armées. Ce dernier point est crucial car qui mieux que la jeunesse pour parler à la jeunesse. Ainsi, **les militaires pourraient effectuer des appels à projets dans les établissements scolaires et universitaires afin de concrétiser l'apprentissage académique.** Ces initiatives ont tout intérêt à être développées par des volontaires au sein des armées afin d'éviter l'épaisseur contraignante des projets ministériels.

Enfin, **la solidarité nationale et la conception de l'adversité sont deux leviers sur lesquels l'Etat doit agir pour se préparer au conflit.** En effet, celui-ci doit profiter de la propension des jeunes à l'engagement pour créer un lien tangible entre la nation et le citoyen. **Ce rapport doit être encadré par une compréhension théorique des valeurs de la République pour les défendre si besoin. Cela va de pair avec une compréhension de l'adversaire comme une menace réelle aux principes moraux de la nation française.** C'est

dans cet espace mêlant volonté d'engagement et nécessaire compréhension des valeurs de la France que cet article a proposé des moyens concrets pour les armées de tisser un lien avec les forces morales en puissance et la jeunesse.

Propositions :

- Introduire des cours approfondis sur les valeurs de la République et l'engagement civique dès le plus jeune âge.
- Intégrer des projets pratiques permettant aux élèves de s'impliquer directement dans la vie citoyenne.
- Créer des programmes locaux où les jeunes peuvent participer à des actions communautaires et humanitaires, renforçant leur sentiment d'appartenance et de solidarité.
- Mettre en place des instances de démocratie participative où les jeunes peuvent exprimer leurs opinions et influencer les décisions politiques.
- Organiser des débats publics et des forums de discussion dans les établissements scolaires et universitaires pour impliquer les jeunes dans la vie politique.

Xavier CHAUMONOT, étudiant en L2 de Science Politique –
Relations internationales à ESPOL, Université Catholique de Lille

Le danger, l'ennemi, la mort : perceptions civiles et témoignages militaires.

Ce dossier présente de manière synthétique les réponses de quatre militaires expérimentés ainsi que de deux jeunes étudiants sur la question de la perception du danger au combat, de l'engagement et de la gestion du risque.

Quatre témoins militaires :

- Le caporal-chef (CCH) Frederic J, 24 ans de service au 27^o Bataillon de chasseurs alpins (BCA), première opex en Bosnie... opérateur radio de sa section en compagnie de combat. Aujourd'hui le CCH J est chargé de recrutement au 27^o BCA.
- CCH Jonathan G, 12 ans de service au 27^o BCA, 8 ans passés en compagnie de combat. Il a rejoint la cellule recrutement il y quatre ans.
- Le SCH André, du 1^e Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine (1^e RPIMa), a été engagé dans 8 opérations extérieures (OPEX) au Sahel et au levant.
- Monsieur Benjamin G, ancien sous-officier, 10 ans de carrière au 1^{er} RPIMa, de 2005 à 2014, a effectué tous les principaux théâtres d'opération où est engagée l'armée française.

Deux perception d'étudiants :

- Lylou C lycéenne de 17 ans.
- Jonatan G étudiant en L2 de science politique.

Quelle perception du danger se font-ils ? L'engagement militaire, le comportement face à l'adversaire, et le rapport à la mort : Quelle différence d'analyse entre jeunes civiles et militaires ?

Évaluation et gestion du danger par quatre militaires.

Le contexte conditionne la perception du danger par les individus

La mission et le contexte d'engagement joue un rôle majeur dans l'appréciation du danger. Par exemple, pour les forces armées, les missions sur le territoire national, en Guyane, sont perçues comme relativement « calme » - excepté quelques opérations sensibles en jungle. En revanche, au Sahel et précédemment en Afghanistan, les militaires décrivent une tension omniprésente dès qu'ils quittent la base. Un des membres des forces spéciales souligne que

cette perception est particulièrement influencée par le contexte des opérations en cours. Ainsi, l'appréhension d'un phénomène d'une extrême intensité, de danger majeur, provoquera surprise dans un cas, fait attendu dans l'autre.

Le danger s'apprivoise mais ne se dompte pas.

Le danger et la mort peuvent survenir de manière inattendue, notamment à l'entraînement. Les chasseurs alpins, qui évoluent dans un milieu montagneux particulièrement exigeant et imprévisible, y sont rappelés à chaque sortie. Pourtant, ce danger est parfois caché dans les replis d'un paysage trop familier, dans la routine des entraînements. Pour ces militaires, le danger est une hypothèse de travail, même loin des théâtres d'opérations. A nous d'en conclure, que le danger n'est jamais aussi prégnant que lorsque qu'il nous semble familier. Cela doit interroger tous les Français à l'égard de la menace de nos intérêts.

Comment rester éveillé sans s'assoupir au chant des cassettes ? voilà un premier défi de taille.

L'attentivité des militaires fluctue en fonction du contexte d'engagement.

Le concept d'attentivité caractérise la capacité continue d'un système à détecter et localiser des objets, appareils et personnes, intégrant ainsi le contexte d'utilisation. Chez les militaires, ce niveau fluctue selon le contexte et le lieu de déploiement. Par exemple, lors de la mission sentinelle, les soldats vont avoir tendance à être plus attentifs lors de l'organisation de grands événements (Jeux Olympiques par exemple) ou lors de périodes à fortes influences (Noël). **Nous identifions donc les périodes de basse intensité comme des failles potentielles dans la perception du danger par les militaires et donc par les dispositifs de défense et de sécurité.** La gestion du stress et du repos aura donc une importance capitale lors de ses périodes.

S'engager : quelles motivations pour nos quatre témoins ?

Adrénaline et sens de l'action

La recherche de l'action et de l'adrénaline est une motivation clé pour beaucoup de recrues. Les périodes de crises, comme les attentats (2015) ou la guerre en Ukraine, voient un pic de recrutement dû à des sentiments de colère et de désir de protection. L'un des membres des forces spéciales ajoute que l'appel du combattre joue un rôle significatif dans l'engagement. Ce dernier point suscite des interrogations sur le besoin d'expression d'une forme de violence de la part de la jeunesse. Comment la canaliser ?

Médias et des jeux Vidéo

Les séries, films, et jeux vidéo influencent grandement les jeunes recrues. La médiatisation des conflits, comme celui en Ukraine, accentue cette tendance, suscitant une vision virtuelle et souvent erronée de la réalité militaire. La propagande sur les réseaux sociaux faisant la gloire

de soldats victorieux et combattif rehausse le moral des troupes autant qu'il biaise la réalité du fait militaire. La réalité, pour nos quatre témoins, c'est le fracas des combat, l'effroi.

Mais avant et au-dessus de tout : l'appel du devoir et de la protection

Au-delà de l'adrénaline, l'appel du devoir et le désir de protéger son pays demeurent, d'après les militaires interrogés, les motivations les plus profondes. Servir pour donner du sens à son engagement, tenir une place dans notre société, voilà le facteur premier, celui qui permet à chacun de dépasser les considérations individuelles.

Vision de l'ennemi : droit et principes pour un rapport humain.

Code du soldat : l'importance d'un corpus de règles chevillées au corps.

Les soldats français sont formés pour respecter un code de conduite. Il guide leur action, dans l'incertitude en opération, lorsque plus rien n'est écrit. Dans beaucoup d'autres pays, plus autoritaires, ce respect est bien souvent absent. Voilà qui caractérise l'action des soldats français : le combat dans le droit. Un membre des forces spéciales indique que le sentiment de proximité avec l'ennemi varie également selon l'adversaire. Ils perçoivent davantage de ressemblances avec les combattants d'un État que de ceux de factions non-reconnues (exemple de l'Etat islamique). L'internationale militaire décrite par le général De Gaulle est donc bien un sentiment éprouvé par les soldats. Il est aussi un facteur à ne pas négliger dans la résolution des conflits et la définition d'un encadrement de la guerre par le droit.

Humanité de l'ennemi par le droit.

Face à la peur, au danger, nos témoins soulignent toute la difficulté qui a été la leur pour prédire et anticiper ses réactions à l'égard de l'ennemi. Les comportements varient en fonction des individus. La réalité du terrain révèle des réactions diverses et l'émergence de l'humanité dans la guerre par le respect du droit des conflits armés. Cependant, les militaires interrogés témoignent de l'importance de la formation, de la répétition des gestes afin de réduire le champ de l'incertitude. Par ce travail préparatoire, ils estiment alors être à même de pouvoir espérer conserver la lucidité indispensable à la prise de décision. Ainsi, plusieurs évoquent avoir sauver des adversaires blessés au combat.

La religion et le genre influence le rapport à l'ennemi.

Ensemble, les principes religieux et la considération du genre constituent un héritage culturel, de mœurs, qui tient une place importante dans la psyché du soldat. Nos témoins soulignent que les principes de la foi peuvent entretenir des postures patriarcales. Certains soldats, hommes, peuvent montrer une volonté protectrice plus marquée envers les femmes, un esprit de sacrifice qui peut fausser le rapport à l'ennemi. Pour beaucoup, il n'est pas tout à fait pareil de tirer sur une femme quand bien même elle représente une menace.

La mort : tabou des sociétés, acceptation des militaires.

Le héros : une perception collective à nuancer.

Les militaires français se voient avant tout comme des protecteurs, non comme des héros. Souvent, ce sont les soldats morts en opérations qui sont considérés comme tels. L'un des

exemples plusieurs fois évoqué lors des entretiens est celui du caporal-chef Maxime Blaco mort en opération au Sahel en 2021. Rendu célèbre dans les armées ses multiples actions – notamment lorsqu’il a sauvé un équipage d’hélicoptère à la suite d’un crash.

Lors des différents échanges, les militaires interrogés nous ont confié que, selon eux, la mort n’est pas une fin en soit, ce n’est pas un objectif en soi. Mourir à la guerre n’est pas un acte héroïque, c’est un fait accepté dès l’engagement et quelque part... un échec. Réussir une opération signifie donc avant tout : vaincre, idéalement sans mort et s’il le faut avec.

La mort : un sujet tabou.

Voilà un sujet que l’on ne saurait voir dans nos sociétés contemporaines. Une mort à éviter à moins d’y être directement confronté.

Le témoignage du caporal-chef Jonathan G illustre ce rappel à la réalité de la guerre à la réalité de la mort. Lorsqu’un véhicule blindé sautant sur une mine.

Dans notre société, la mort de soldats français n’est plus autant acceptée par la population. Il existe une vision différente de la Nation à ce sujet en fonction de l’époque et du contexte. On constate alors un fossé entre les générations. Il arrive également que le sujet évité par gêne ou pudeur. Il semble de moins en moins aisé d’aborder quelque chose de personnel et douloureux touchant aux sentiments et convictions de chacun.

Les forces morales des militaires face à la mort.

Enfin, la vocation de servir et la préparation face à la mort empêchent les soldats de sombrer dans le deuil insoutenable ou la dépression. Ensemble, ils forgent leurs forces morales.

La situation familiale joue également un rôle crucial. Un des membres des forces spéciales note que la mort devient plus pesante avec l’apparition de la parentalité. Ils soulignent l’importance de la responsabilité familiale dans leur perception de la mortalité. La vie de famille et l’âge sont ainsi des éléments qui jouent un rôle notable. Un jeune engagé de 18 ans percevra par exemple les choses différemment qu’un militaire avec un stade plus avancé de sa carrière.

Regard de jeunes étudiants sur le danger des combats.

Bien qu’ils n’aient pas d’expérience directe dans ce domaine militaire, leur perception livre un regard extérieur –bien que subjectif- sur le danger, l’ennemi et la mort. Plus largement, quelle analyse idée se font-ils de la défense ?

Prendre les Armes ? Oui, en ultime recours.

Tout d’abord, les civils interrogés seraient prêts à prendre les armes pour défendre la France en cas de nécessité ultime. Ils voient la guerre comme un dernier recours, avec l’un insistant sur le fait que la France et son armée sont actuellement capables de remplir leur mission de défense sans intervention civile, sauf en cas d’extrême urgence, telle qu’une invasion territoriale. Un

autre exprime son amour pour le pays et son désir de le protéger, tout en notant qu'en tant que femme, elle pense ne pas être appelée à participer directement au combat armé.

L'ennemi : une perception ambivalente sans jamais y avoir été confronté.

Les étudiants interrogés reconnaissent la difficulté de prédire leurs réactions face à un adversaire sans avoir été confrontés à une situation de guerre réelle. Un d'eux exprimerait de l'empathie et de la reconnaissance envers l'adversaire, les voyant comme des instruments des gouvernants et des intérêts économiques, politiques ou religieux. Il rejette l'idée que tout conflit mérite la mort et considère ceux qui provoquent les guerres comme des anti-héros. Une autre pense qu'elle ressentirait du respect envers l'adversaire, tout en anticipant la peur de perdre la vie ou d'être blessée, et potentiellement de la haine pour se motiver à continuer le combat. Ainsi, cette perception ambivalente à l'égard de l'ennemi fait poindre le risque d'une part d'accès de violence excessive dans la guerre autant qu'une apathie. Nous soulignons donc l'importance de rappeler que la guerre se doit d'être le moindre mal à défaut de céder la place au mal.

La figure du héros : une image dépassée et instrumentalisée.

De plus, ils rejettent l'idée d'une vision héroïque du soldat tombé au combat. L'un considère toute mort comme un échec et pense que cette vision est souvent le résultat de formations au combat ou de manipulations politiques, mais insiste sur le respect de la mémoire des soldats tués. L'autre estime que cette vision est incompatible avec les valeurs individualistes modernes et critique l'éducation qui valorise la guerre et ses méthodes de propagande. Toutefois, cette vision pourrait être réimplantée si la menace de guerre devenait plus tangible.

Adrénaline et Sens de l'Action comme Motivations

Enfin, les citoyens interrogés ne voient pas l'adrénaline ou le sens de l'action comme des motivations suffisantes pour s'engager. L'un pense que se battre doit être une nécessité, et non une quête de sensations fortes, et critique l'idée que les guerres servent les intérêts des peuples, les voyant plutôt comme des moyens pour les systèmes établis de se préserver. L'autre considère que le sens de l'action pourrait être une motivation pour s'engager, car elle ne pourrait rester inactive si une guerre touchait son pays, mais ne voit pas l'adrénaline comme une motivation suffisante, préférant des activités procurant cette sensation de manière plus positive.

En conclusion, les perspectives civiles sur la perception du danger au combat montrent une réticence envers la guerre et un scepticisme vis-à-vis des motivations traditionnelles de l'engagement militaire.

La disposition à défendre la France est conditionnelle et perçue comme un dernier recours.

Les civils partagent une empathie potentielle pour l'adversaire, tout en rejetant l'idée d'une vision héroïque du soldat tombé au combat. Enfin, l'adrénaline et le sens de l'action ne sont pas des motivations suffisantes, mettant en avant la nécessité et le devoir comme facteurs plus déterminants.

Propositions :

- Consacrer une place plus importante aux témoignages de militaires dans le débat public afin d'illustrer les réalités du terrain. Objectif : contrecarrer les images idéalisées véhiculées par les médias et les jeux vidéo.
- Développer des campagnes de sensibilisation sur la fonction stratégique protection : mise en avant des missions humanitaires, de protection civile.

Roméo CHAUVEL, étudiant en L2 à Lille 2 ;
Antoine COUTEAUX, étudiant en L2 à Lille 2

Étude quantitative du rapport des jeunes à l'engagement

Afin de recueillir les données de notre enquête, nous avons diffusé notre questionnaire principalement sur nos comptes LinkedIn et Instagram respectifs ainsi que sur des groupes de promotion.

Analyse des résultats sur la base de 100 réponses de personnes de 15 à 30 ans.

Toutefois, il est important de souligner que ce panel de répondants est composé exclusivement d'étudiants, ce qui limite la représentativité des résultats obtenus à l'ensemble de la population. En effet, les opinions et les expériences des étudiants peuvent différer de celles des individus non scolarisés dans l'enseignement supérieur. Par conséquent, il convient d'interpréter les résultats de cette enquête avec prudence et de garder à l'esprit qu'ils ne constituent pas une représentation exhaustive de l'opinion publique. **56,3% d'hommes et 43,8% de femmes**

Pour analyser les résultats de notre enquête quantitative, nous avons choisi de partir des deux dernières questions de notre formulaire, à savoir :

« Si vous êtes engagés, quelle est la nature de votre engagement ? »

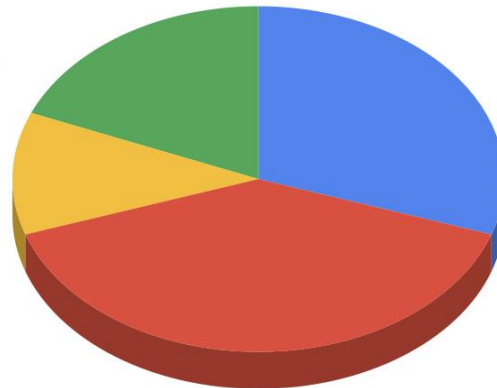
« Si non, seriez-vous susceptible de vous engager dans le domaine de la défense ? ».

A partir de ces deux questions, nous avons pu dresser 4 catégories :

- Les personnes non-engagées mais susceptibles de l'être (OUI) (39,6%)
- Les personnes engagées (30,2% des répondants)
- Les personnes non-engagées mais non susceptibles de l'être (NON) (18,75%)
- Les personnes non-engagées mais peut-être susceptibles de l'être (« PEUT-ÊTRE »).(11,45%)

4 types de profil

- Engagés (30,2%)
- Non-engagés mais susceptibles de le devenir (39,6%)
- Non-engagés mais peut-être susceptibles de l'être (11,45%)
- Non-engagés mais non susceptibles de l'être (18,75%)



Critères pris en compte dans l'étude: sexe, âge, zone géographique d'habitation, niveau d'études.

Nous les avons interrogés sur leur rapport à l'environnement socio-politique du pays en les questionnant sur :

- Leur niveau d'intérêt pour les questions politiques et sociales,
- Leur niveau de confiance vis-à-vis des institutions politiques et sociales,
- Leur positionnement sur le spectre d'affiliation politique.

Une attention a également été portée sur l'environnement familial que représente la socialisation primaire pour comprendre si celle-ci a pu avoir un impact sur l'engagement dans la défense. Nous avons mesuré cette variable au travers de la profession et catégorie sociale de leurs parents, du choix de trois valeurs prédominantes inculquées au sein de la famille et de leur participation aux activités sociales, religieuses ou politiques pendant l'enfance.

Dans un deuxième temps, nous avons testé l'engagement actuel des sondés, fait de leur propre initiative, via leur participation à des événements politiques, sociaux ou religieux, leur engagement associatif en leur demandant de préciser le statut de la structure, et les raisons motivées pour ces engagements.

Analyse des données en annexe.

Conclusion des analyses

Les engagés représentent surtout des hommes... à 58,6 points de plus que les femmes (seulement 20,7% des répondants) ! Ces chiffres sont toutefois identiques à ceux avancés par l'armée concernant les effectifs féminins de leurs rangs, et font écho à la part de femmes mobilisées sur les sujets de défense au niveau national.

Les répondants ont presque tous entre 19 ans et 24 ans, sont diplômés, citadins issus d'un milieu socialement favorisé, et majoritairement de Droite et de Centre-droit.

Ils sont les plus intéressés de tous les panels sur les questions politiques et sociales, et attestent d'un haut niveau de confiance vis-à-vis de ces institutions.

Si leurs familles ne semblent pas s'être beaucoup mobilisées dans l'enfance, on observe que les individus de cette catégorie en ont pris le contre-pied en s'engageant davantage, et notamment sur les questions politiques.

L'engagement est d'ailleurs la valeur inculquée la plus citée par les répondants. Ceux-ci semblent également avoir un profil aussi porté sur les sujets de société que sur le sport, faisant écho aux qualités mises en avant dans le monde militaire. Tout comme pour les autres panels, on note en premier lieu la volonté de servir une cause et d'en tirer des bénéfices pour soi-même parmi les principales raisons évoquées à l'engagement. Les répondants de ce panel fixent leur engagement à 4,1/5 en moyenne. **La mobilisation la plus citée est la réserve.** Nous pouvons toutefois noter que s'engager associativement ou thématiquement sur ces sujets peut être perçu comme une source d'engagement par certains, de même qu'être sur le point d'entrer dans l'armée.

Propositions :

Pour continuer à fédérer les engagés, nous suggérons :

- D'entretenir l'appartenance et la légitimité chez chacun.
- D'encourager et de valoriser les différentes formes d'engagement sur ces sujets, quelle que soit leur échelle.
- Une sensibilisation accrue auprès des femmes pour augmenter leurs effectifs sur ces questions prioritaires : il est crucial de renforcer leur intérêt et leur légitimité sur les sujets militaires et de défense.

Les non-engagés dans le domaine de la défense/militaire et ne souhaitant pas se mobiliser ne sont pas étrangers aux thématiques politiques, sociales et économiques de nos sociétés.

Issus de familles socialement favorisées, ayant suivis des études pour la plupart dans des grandes villes, ils expriment également leur intérêt pour ces sujets et une confiance manifeste envers les institutions qui y sont dédiées.

Si le niveau d'engagement associatif reste haut, **il semblerait que les jeunes privilégient davantage les thématiques liées au loisir, à l'art, au divertissement et au culte.** Une distinction s'opère avec la socialisation parentale/primaire, montrant un **délaissement par les jeunes interrogés de l'engagement politique et social, au profit notamment du religieux.** L'engagement « social » semble également moins populaire au sein de cette tranche de répondants, bien que la plupart d'entre eux se placent à gauche du prisme politique. De même, cette notion se retrouve moins parmi les arguments venant justifier l'engagement au sein d'associations : **ici s'engager permettrait de servir une cause tout en servant son enrichissement personnel.**

La religion, l'art et le monde du divertissement sont des domaines dans lesquels le pacifisme a particulièrement de valeur et où les préoccupations géopolitiques et politiques sont parfois reléguées au second plan. **Notre interprétation de cette absence de volonté pour l'engagement et la défense de la Nation serait ainsi une incapacité à décorrélérer la défense de la guerre ou des conflits.** L'accent mis sur la valeur « Responsabilité » pourrait aller dans ce sens, en estimant qu'il en va de chacun d'agir en connaissance de cause pour faire face aux conséquences de ses actions.

Propositions :

Dans le sens où l'amalgame défense/violence viendrait d'une méconnaissance des façons de défendre son pays, nous préconisons :

- Une sensibilisation aux missions visant la protection de la Nation.
- Une attention particulière portée sur l'ensemble des actions non-violentes ou visant à la présentation de l'intégrité nationale: telles que la lutte contre la désinformation et les ingérences étrangères dans le champ cyber (notamment sur le plan démocratique).
- L'analyse et le lancement d'alertes ou encore la participation à la reconstruction psychologique des militaires blessés en opération.

Les non-engagés dans le domaine de la défense/militaire et signifiant la volonté explicite de se mobiliser rassemblent des individus d'appartenance à un milieu socialement favorisé et à un environnement urbain. Nous y retrouvons davantage d'hommes que de femmes.

La grande majorité de cette catégorie de répondants est diplômée, manifestant un niveau d'intérêt pour les questions politiques et sociales et de confiance vis-à-vis des institutions politiques et sociales au-dessus de la moyenne. Leur appartenance à un milieu socialement favorisé et à un environnement urbain est particulièrement marquée, de même qu'à une opinion politique située à droite du prisme idéologique.

On observe chez ces sondés une forte sensibilité aux questions sociales, sociétales et politiques et un important niveau d'engagement dans ce sens. Ils relèguent les activités religieuses issues, pour certains de leur socialisation primaire, au second plan. Les jeunes interrogés participent à presque deux fois plus d'événements qu'avec leurs parents, et se mobilisent notamment sur les sujets politiques, sociaux, sociétaux et sportifs. Certains d'entre eux relèvent ainsi leur statut « d'Ancien réserviste », leur promotion de « la défense », leur engagement dans l'association « Les Jeunes IHEDN » ou encore leur projet de rejoindre une école militaire à l'avenir. La motivation de l'engagement est justifiée par les mêmes arguments que ceux avancés par les individus ne souhaitant pas se mobiliser sur les sujets de défense : il permettrait son propre enrichissement tout en offrant la possibilité de servir une cause.

Il est intéressant de constater que si ce panel ne se considère pas comme engagé, il évalue pourtant sa mobilisation vis-à-vis du monde de la défense et/ou militaire sur une échelle supérieure à la moyenne (3,2/5).

Si on considère que les sondés minimisent donc leur engagement, nous pouvons avancer l'hypothèse d'une mobilisation future encore plus importante de leur part.

Propositions :

Dans une perspective d'engager davantage ces répondants, nous préconisons :

- Une inclusion et une mise en avant plus importante de ceux-ci, afin de légitimer leur mobilisation, et ce faisant, de créer un sentiment d'appartenance et renforcer leur adhésion au sein du champ défense/militaire.
- Une présentation des différentes façons de s'engager, sorte de « main tendue », à tous ceux montrant leur intérêt et leur motivation sur ces sujets, afin de permettre leur mise en action et leur mobilisation accrue sur les thématiques de défense et de sécurité.

Les non-engagés dans le domaine de la défense/militaire et souhaitant peut-être y prendre part représentent une catégorie, de manière générale, faiblement engagée par rapport aux autres panels.

Si la participation à des activités dans l'enfance reste haute, le niveau de mobilisation général baisse à l'âge adulte, de même que l'engagement associatif, ce qui minimise donc les chances d'engagement sur les questions de défense.

De plus, elle reste la communauté la moins homogène sur les questions d'opinions politiques et de zones d'habitation : **cela pourrait expliquer une difficulté mutuelle à trouver de l'information, et surtout à se reconnaître puis se pousser mutuellement à l'action sur les thèmes de défense.**

De plus, nous pouvons noter, en comparaison avec les représentants du « Oui », la forte surreprésentation de femmes (71,5%), contrastant également avec la prédominance masculine (86,7%) chez les engagés.

Cette différence notable met en lumière **la non-participation actuelle d'un nombre important de femmes sur les questions de défense, alors même que, n'ayant pas clairement manifesté leur refus d'y prendre part, nous pouvons considérer qu'elles demeurent intéressées par ces thématiques.** Le monde de la défense, et en particulier de l'Armée, historiquement masculin, pourrait, malgré les récents efforts d'inclusion des femmes dans ses rangs, pâtir encore d'une image patriarcale ou viriliste. Ce biais agirait alors comme un filtre pour un certain nombre de femmes, pourtant potentiellement intéressées par ces thématiques.

Un « Peut-être » en forme d'hésitation.

A ce sujet, nous pouvons avancer plusieurs hypothèses qui expliqueraient cette absence d'évidence à rejoindre le monde de la défense :

- Une dispersion causant une relative absence de communauté géographique ou idéologique autour de ce sujet.
- Un sentiment d'illégitimité à s'y investir.
- Une difficulté à s'y sentir potentiellement incluse et accueillie.
- Une méconnaissance de ces thématiques rendrait ces sujets moins intéressants.

Propositions :

- Une communication accrue sur les sujets de défense auprès des femmes, en mettant en avant l'inclusivité dans ces domaines.
- Etendre l'accessibilité à ce champ en termes d'information pour cibler les différents types de profils isolés et, de manière générale, peu engagés quelles que soient les causes.

Valentine GELPI, étudiante en L3 à l'Université Catholique de Lille ;
Anna PASZEK, étudiante en L2 à Science Po Lille

Nation, Mémoire et Jeunesse : entre idylle et désamour.

Vision de 80 jeunes citoyens, de 15 à 30 ans.

« L'amour de la nation est le plus grand des sentiments humains ; »
Ces quelques mots de Gandhi résonnent lorsque nous nous intéressons aujourd'hui à la Nation. Dans une Inde qui se déchirait après l'indépendance, le Mahatma voulut ouvrir la porte à l'unification de tout un peuple. Parce que oui, une Nation c'est un peuple, mais c'est aussi et même surtout une union sacrée d'un peuple, peu importe l'origine ou la religion. **La Nation pourrait ainsi rimer parfaitement avec ce mot : unification.** Au XIX^{ème} siècle, le siècle de la construction des États-Nations, les exemples sont nombreux. Alors que la France avait ouvert la voie à la fin du XVIII^{ème} siècle, des États décidèrent de s'unifier pour former une seule et même Nation. C'est le cas de l'Italie et de son Risorgimento, mais aussi de l'Allemagne avec Otto von Bismarck. La France, elle, a connu un long processus de nationalisation, débutant avec la Révolution française (1789-1799), dont se dégagent des principes novateurs qui serviront de base aux jeunes nations. Le XIX^{ème} siècle français est marqué par des avancées et des reculs. Traversés par des républiques, des empires et des monarchies, ces étapes parfois douloureuses ont surtout consolidé la Nation française qui s'apprêtait à rentrer dans un XX^{ème} siècle dévastateur. La mémoire a joué un rôle primordial dans le maintien de cet « idéal national », notamment, en ce qui concerne les deux guerres mondiales. La guerre, si elle est dévastatrice, est aussi vecteur d'union du peuple pour affronter ou embrasser une idée du monde.

Il y a quelques semaines, je me rendais à Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais, pour y visiter un blockhaus allemand construit en 1943, le L434, non loin des anciens aérodromes de la Luftwaffe. Il témoignait de manière poignante de l'héritage d'un Nord de la France tant frappé par la guerre. La ville audomaroise, libérée par des Polonais vaillants et aimant profondément leur pays, qu'ils avaient dû quitter si brutalement face à la menace nazie et soviétique, fait partie de ces nombreuses villes témoins de la Seconde Guerre mondiale et de ses ravages. Mais elle est aussi témoin d'un profond patriotisme, parce qu'elle a connu des résistants français, mais parce qu'aussi et surtout nous avons pu observer le courage de ces soldats polonais, se sacrifiant pour leurs alliés, mais surtout dans l'espoir de retrouver un jour leur mère patrie. « Le soldat polonais se bat pour la liberté de tous les peuples, mais il meurt toujours en pensant à la Pologne » (citation de guerre).

La Nation s'est donc construite avec et pour un peuple, autour d'un État unifié.

Comment cette idée concrète de Nation est perçue aujourd'hui par les jeunes générations ?
Comment la mémoire de ses grands événements transcende nos générations ?

C'est dans cette optique que nous avons lancé un sondage auprès de 80 jeunes de 15 à 30 ans. Un échantillon voulu, sociologiquement parlant, le plus représentatif possible (genre, niveau d'étude, travail des parents, zone géographique d'habitation, etc.). Plus en détail dans les

résultats obtenus, parmi les 80 réponses, la parité de celles-ci est parfaitement atteinte avec 40 hommes et 40 femmes. Les trois quarts des répondants (60) ont entre 19 et 24 ans, accompagnés de 10 répondants entre 25 et 30 ans, et 10 répondants entre 15 et 18 ans. Le niveau d'étude des répondants est pour 85% d'entre eux, une licence ou un master. Cela s'explique par la diffusion majoritairement auprès d'étudiants.

Sur la base de ce questionnaire, **nous pouvons observer une forte désaffection des cérémonies mémorielles comme les commémorations aux monuments aux morts**. 56 sur 80 des répondants (70%) disent ne jamais ou très peu s'y rendre. Seuls 6 répondants ont indiqué s'y rendre systématiquement. Nous avons enfin pu noter que :

Les trois événements historiques qui ressortent le plus auprès de notre échantillon sont : la révolution française (82,5% des répondants), le 8 mai 1945 (37,5%) et le 11 novembre (33,8%).

Nous notons que les deux armistices des deux guerres mondiales figurent en bonne position. Il est dès lors possible de considérer que la mémoire de ces événements reste tout de même assez présente et que ces événements sont considérés comme parmi les plus importants de notre histoire.

Cependant, ce n'est pas parce que ces dates sont connues et jugées comme importantes qu'elles traduisent nécessairement une volonté de commémoration. En effet, plus en détail, si au moins un tiers de nos répondants les citent, **moins de 20% des répondants se rendent aux commémorations**. Il apparaît donc que la mémoire des grands événements reste étiolée dans la jeunesse et que la participation aux commémorations reste assez marginale dans celle-ci.

Par ailleurs, la fréquentation de ces commémorations baisse considérablement, en particulier dans les petits villages où la disparition progressive de la mémoire vivante des guerres commémorées - les anciens combattants - limite fortement la transmission directe de la nécessité de « se souvenir ». De plus, plusieurs générations se sont écoulées, et la part de la population ayant connu de leur vivant des conflits armés impliquant notre pays (Algérie, Indochine) diminue elle aussi inexorablement.

« Un homme sans mémoire est un homme sans vie, un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir » (Maréchal Foch).

Cette baisse de fréquentation des commémorations nous semble donc liée, non pas à une méconnaissance de l'histoire nationale, mais plutôt à **une forte baisse dans la population française de la clarté du « pourquoi »**. En effet, la population n'ayant que rarement connu de conflits armés – nous pouvons nous en réjouir - et ayant peu de contact avec des membres de nos forces armées, celle-ci est exposée à l'expression d'un manque d'intérêt pour ces commémorations. Le rapport à notre nation française en est donc frappé de plein fouet. Si certains sondages ont montré que plus de la moitié des jeunes seraient prêts à aller en guerre en cas de conflit, on peut se demander pour quelle raison ? Le souhait de défendre notre pays, notre Nation, notre liberté ? **La mémoire doit alors nous revenir comme force collective face aux futures menaces**.

Propositions :

- Intégrer des modules spécifiques sur l'importance des grands événements historiques et des commémorations.
- Organiser des visites pédagogiques sur des lieux de mémoire pour permettre aux jeunes de se connecter directement à l'histoire nationale.
- Collaborer avec des associations de mémoire et les forces armées pour organiser des événements de sensibilisation et d'éducation.
- Encourager les jeunes à participer à des initiatives de mémoire et à des programmes de volontariat liés à l'histoire nationale.
- Exploiter davantage les jours fériés pour en raviver le sens : encourager les jeunes à participer à des projets mémoriels, comme des nettoyages de sites historiques ou des recherches sur l'histoire locale.
- Encourager les écoles et universités à organiser des événements commémoratifs durant ces journées pour renforcer le lien avec la mémoire nationale.

Edgar CHERRIER, étudiant en L2 à l'Université catholique de Lille ;
Pierre CRADDOCK, étudiant en L2 à Lille 2

Cultivons notre force morale...

"Les nations ne meurent pas de famine, mais de déchéance morale."
Abraham Lincoln

...Pour agir aujourd'hui et demain !

"Le monde est dangereux à vivre, non pas à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire."
Albert Einstein

Annexe :

Analyse des données de l'enquête

Valentine GELPI et Anna PASZEK

ENGAGÉS

Nous pouvons remarquer chez les engagés au sein du monde de la défense/militaire, une nette surreprésentation d'hommes puisqu'ils représentent 79,3% des répondants.

Les $\frac{2}{3}$ sont enfants de « Cadres et professions intellectuelles supérieures » ; les autres représentations significatives étant les « Professions intermédiaires » et les « Employés ».

L'entièreté des sondés manifeste un niveau d'intérêt pour les questions politiques et sociales supérieur à la moyenne, le plus haut de tous les panels parmi ceux que nous avons étudiés, et la grande majorité atteste d'un niveau de confiance vis-à-vis des institutions politiques et sociales supérieur à la moyenne également (pour 82,7 % d'entre eux).

Nous retrouvons chez ceux-ci une nette tendance à la droite de l'échiquier politique, puisque 44,8% se déclarent être de Droite et 31% de Centre-Droit. L'opinion de gauche n'atteint que 13,8% parmi les sondés.

Au sein du milieu familial, on observe une participation à 1,5 activité en moyenne, concernant particulièrement le social (bénévolat, associations, chez 65,5% des sondés) et le religieux (pour 48,2% d'entre eux). **Il s'agit du plus faible niveau d'engagement dans la structure familiale parmi les 4 panels.** Arrivé à l'âge adulte, ce nombre double et ces individus ont tendance à s'investir dans des activités politiques telles que des manifestations ou à un rassemblement politique (chez 58,6% des sondés) ou en participant à des débats politiques ou à des forums de discussion (51,7%).

On note toutefois une augmentation de la participation aux « Événements relatifs au culte » (51,7%) avec une hausse de 3,5 points par rapport à l'enfance.

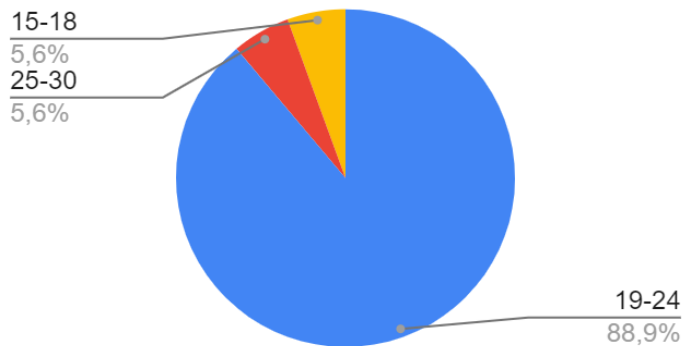
Ce fort engagement se retrouve comme valeur inculquée à travers l'éducation puisque l'Engagement est cité par 79,3% des sondés comme une valeur essentielle dans leur éducation, suivie du Respect (75,9%) et de l'Intégrité (69%).

Les répondants appartiennent en moyenne à 1,5 association : conformément aux actions réalisées, 36,8% sont engagés dans une association sociétale et la même proportion appartient à une association sportive. Les motivations évoquées sont d'abord, pour plus de la moitié des

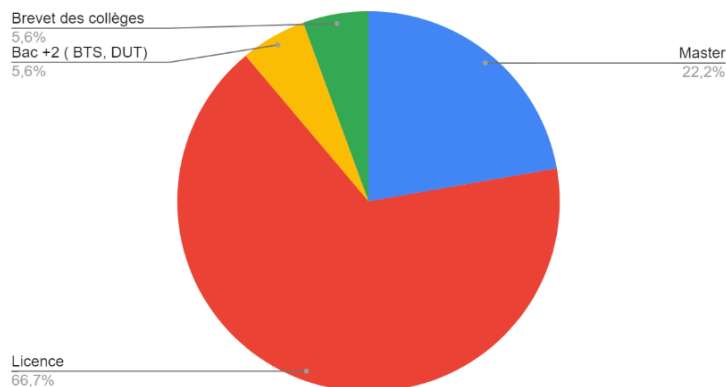
sondés (65,8%) la « Volonté de contribuer à une cause », « l'Épanouissement personnel » (63,1%) et « l'Élargissement du réseau social » (55,3%). Concernant leur engagement dans la défense/le militaire, celle-ci s'élève en moyenne à 4,1/5 et se manifeste par les mobilisations suivantes : la moitié des engagés l'est en tant que Réserviste (51,7%), mais aussi via le milieu associatif (17,2% d'entre eux) ou encore en qualité de futur officier/en préparation de concours militaires (13,7%). Chez certains, le fait d'avoir des débats et des discussions, et de promouvoir le monde de la Défense et de la Diplomatie (10,3%) constitue également une forme d'engagement.

NON ENGAGÉ ET NE SOUHAITANT PAS S'ENGAGER - Profil type

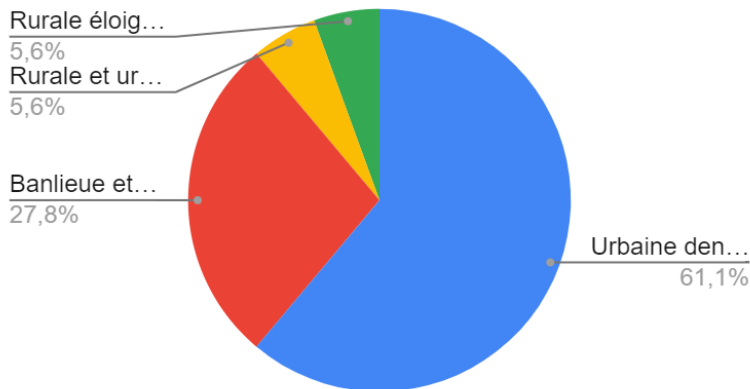
Nombre



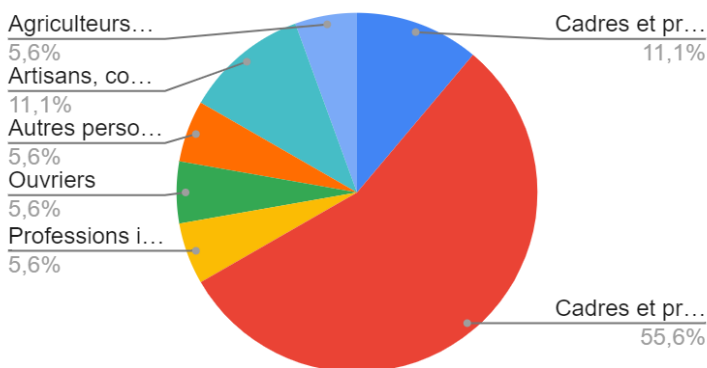
Nombre



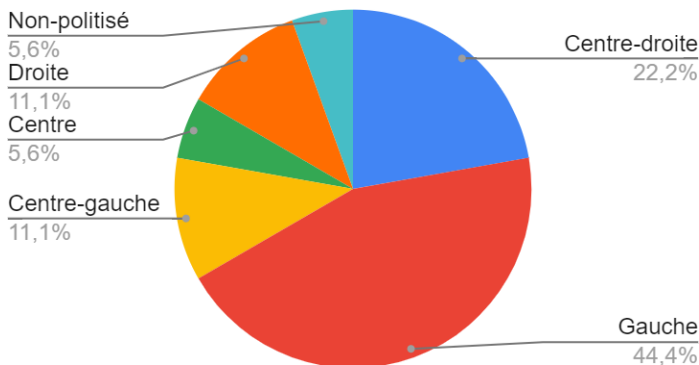
Nombre



Nombre



Nombre



Les résultats de l'enquête s'appuient pour cette variable sur une représentation des sexes plutôt paritaire, avec une légère sur-représentation de femmes.

La plupart des jeunes non engagés dans la défense et ne souhaitant pas se mobiliser à ce sujet ont entre 19 et 24 ans (88,9% des répondants).

De façon relativement homogène, les 2/3 d'entre eux (66%) sont actuellement titulaires d'un Bac + 3, enfants de parents « Cadres et professions intellectuelles supérieures » (tout comme les engagés), vivant au sein d'une zone d'habitation « Urbaine dense très dense » de type grande ville et exprimant un niveau de confiance vis-à-vis des institutions politiques et sociales

supérieur à la moyenne sur une échelle de 3 à 5. Nous pouvons toutefois relever une certaine diversité de PCS bien que celles-ci demeurent peu représentées.

Pour la très grande majorité d'entre eux (88%), le niveau d'intérêt pour les questions politiques et sociales est supérieur à la moyenne sur une échelle indiquée de 3 à 5, bien que cette catégorie soit la moins intéressée par ces thématiques de tous les panels. Nous pouvons relever chez près de la moitié des répondants une sensibilité politique marquée à gauche (pour 44% d'entre eux), les 66% restants agglomérant divers bords parmi les 4 autres proposés, dont 22% de sensibilité de Centre-droit.

Au niveau familial, les répondants sont issus de familles relativement mobilisées avec 1,7 type d'activités réalisées dans l'enfance en moyenne : davantage que chez les engagés. Il s'agit, en particulier, pour un grand nombre de répondants d'activités religieuses (61%), d'activités politiques comme des manifestations ou des campagnes électorales (55%) ou enfin d'activités sociales telles que le bénévolat ou l'adhésion à une association (55%). Les valeurs inculquées dans la cellule familiale les plus citées (à hauteur de 28% chacune) sont la responsabilité, la solidarité et le respect.

Dans leur vie de jeunes adultes, l'augmentation de la participation à des événements augmente pour passer à 2,6 par personne en moyenne. En comparaison aux activités réalisées dans le cadre familial, nous notons une augmentation de la participation des répondants à des événements relatifs au culte (pèlerinage, groupe de parole...) de 5 points (66% des répondants). En revanche, une baisse est notable concernant leur participation aux actions solidaires (maraude, collecte de fonds...) diminuant de 5 points (50%) et aux manifestations/rassemblements politiques dégringolant de 16 points (39%).

Les jeunes ne souhaitant pas s'engager dans la défense le sont dans d'autres structures avec une nombre d'engagement moyen de 1,8 association par personne, davantage également que chez les engagés. Pour la moitié d'entre eux, il s'agit d'associations culturelles et artistiques (50%), suivies d'associations caritatives et humanitaires (39%) et d'associations de loisirs et de divertissement (28%). Plus de la moitié d'entre eux disent s'être engagés par « Volonté de contribuer à une cause » (61%) et pour leur « Épanouissement personnel » (55%) tout comme les engagés. Face au milieu de la défense/militaires et sur une échelle de 1 à 5, ils notent leur engagement avec la note d'1,6/5, la plus faible de toutes les catégories.

NON ENGAGÉ ET SOUHAITANT S'ENGAGER - Profil type

Restant au sein de la catégorie des « non-engagés », nous nous intéressons à présent aux individus partisans de l'engagement. Cette tranche de sondés ne se considère donc pas comme engagée pour la défense et souhaiterait le devenir.

Si auprès des individus réaffirmant leur « Non » le panel genré était assez homogène, nous notons que cette fois-ci les partisans du « Oui » sont aux $\frac{2}{3}$ des hommes (66%) contre $\frac{1}{3}$ de femmes (34%).

L'âge moyen chez la quasi-totalité des sondés, comme chez les réticents à l'engagement, se situe entre 19 et 24 ans (à 79%) en faisant de jeunes adultes principalement diplômés d'une Licence (37%) et d'un Master (40%). Sur une échelle de 3 à 5, la quasi-totalité d'entre eux marque d'ailleurs un niveau d'intérêt pour les questions politiques et sociales supérieur à la

moyenne (94,7 % d'entre eux), se rapprochant des engagés, et présente un niveau de confiance vis-à-vis des institutions politiques et sociales également au-dessus de la moyenne (81,6 %).

Si 50% d'entre eux appartiennent à une population citadine issue d'une zone « Urbaine dense et très dense », nous pouvons voir émerger au sein de l'autre moitié une majorité concentrée en périphérie et zones rurales dans la « Banlieue et petite ville » (pour 23,7% d'entre eux) et en zone « Rurale et urbaine périphérique » (21%). En comparant les sondés du « Oui » aux non-engagés, nous pouvons soulever une proportion encore exacerbée de « Cadres et professions intellectuelles supérieures » parmi les parents (à 73,7%), lorsque les « Artisans, commerçants et chefs d'entreprise », deuxième catégorie majoritaire, ne représente même pas ¼ des répondants (18,42%).

Au niveau idéologique et en poursuivant cette comparaison, nous pouvons souligner l'inversion de la sensibilité politique : les sondés se considèrent davantage de Droite (plus de la moitié d'entre eux, 55%) et de Centre-droit (23,7%) tout comme les engagés, quand la Gauche ne représente cette fois-ci que 5,2% des sondés. Les valeurs les plus mises en avant par ceux-ci sont le « Respect », citée par la moitié d'entre eux (50%), la « Responsabilité » qui arrivait en tête chez les non-engagés (choisie par 44% des sondés), la « Persévérance » (42%) et « l'Engagement », revenant chez un peu plus d'un tiers des interrogés (39%).

Dans la cellule intra familiale, nous retrouvons le même niveau de mobilisation que celui des individus non-mobilisés avec un nombre d'activités d'1,7 en moyenne. Celles-ci se resserrent principalement autour du social pour plus de la moitié d'entre eux (55%), avant les activités religieuses (toutefois relevées chez la moitié des interrogés) et les activités politiques (citées chez 36% des sondés).

Les jeunes interrogés participent à presque 2 fois plus d'événements qu'avec leurs parents : 3 par personne en moyenne. Contrairement aux non-engagés, les activités religieuses sont moins représentées. Plus de la moitié des sondés disent ainsi avoir déjà pris part, de leur propre initiative, à des événements politiques : une manifestation ou un rassemblement politique (57,9% d'entre eux) et des débats politiques ou forums de discussion (55,3%). Le social est aussi représenté avec la participation à une action solidaire pour 50% des interrogés.

Sur le plan associatif, les personnes intéressées par l'engagement dans la défense sont très mobilisées, tout comme celles ne souhaitant pas s'investir dans la défense : les sondés sont membres d'1,8 association en moyenne. Parallèlement à la participation aux activités liées au politique, les associations choisies sont principalement liées aux enjeux sociétaux (39,5% d'entre eux) suivies des associations sportives (pour 34,2% des sondés), les rapprochant des engagés. Pour justifier leur engagement dans celles-ci, les sondés relèvent les mêmes raisons que les engagés et ceux ne souhaitant pas s'engager, à savoir la « Volonté de contribuer à une cause » pour 76,1% d'entre eux et « l'Epanouissement personnel » chez 71%. Si ceux ne souhaitant pas se mobiliser pour la défense se sentaient, de fait, peu engagés, ceux souhaitant y prendre part se sentent davantage investis sur ce sujet (3,2/5). Certains d'entre eux relèvent ainsi leur statut « d'Ancien réserviste », leur promotion de « la défense », leur engagement dans l'association « Les Jeunes IHEDN » ou encore leur projet de rejoindre une école militaire à l'avenir.

LES PEUT ÊTRE

Sur 21 personnes déclarant qu'elles pourraient « peut-être » s'engager, on remarque une surreprésentation de femmes (71,5%) par rapport aux hommes (28,6%).

Il s'agit d'une population diplômée et plus de la moitié d'entre eux appartiennent à une famille socio-favorisée composée à 57,1% de cadres. Les autres professions les plus représentées étant les « Professions intermédiaires » et les « Artisans, commerçants et chefs d'entreprise ».

De même, on peut noter que leur profil politique n'est pas homogène puisque sont représentées toutes les orientations politiques. Nous ne pouvons pas dégager de profil: A droite du prisme, nous pouvons dénombrer 28,6% des répondants ainsi que 23,8% au Centre-droit. A gauche, ceux-ci représentent 19% des sondés et 14,3% au Centre-gauche.

Leur niveau d'intérêt pour les questions politiques et sociales est pour 90,4% d'entre eux supérieur à la moyenne, les rapprochant des autres panels. Toutefois, contrairement aux autres catégories de répondants, nous remarquons un niveau de confiance plus faible en les institutions puisque seuls 61,9% des « Peut-être » leur accordent une confiance supérieure à la moyenne sur une échelle de 1 à 5.

Dans le milieu familial, on remarque une moyenne d'1,6 activité réalisée en moyenne. Pour les $\frac{2}{3}$ d'entre eux, il s'agit d'activités religieuses (66,6%) comme chez les non-engagés, puis d'activités sociales (61,9%). On remarque chez les $\frac{2}{3}$ des répondants (66,6%) une prédominance de la valeur « Respect » tout comme ceux souhaitant s'engager dans la défense, suivie pour 38% d'entre eux de la « Responsabilité ».

La mobilisation augmente à l'âge adulte puisque les répondants participent en moyenne à 2,3 activités. Ils restent toutefois la catégorie la moins mobilisée sur cette variable. Parmi les engagements privilégiés on retrouve, pour près de la moitié d'entre eux, la participation à des actions solidaires (47,6%) et à des événements locaux (38%). Au niveau associatif, cette catégorie de répondant est la moins engagée de toutes avec un nombre d'1,1 association par personne en moyenne. Les plus plébiscitées sont les associations caritatives et humanitaires pour $\frac{1}{3}$ des répondants (33,3%), même si également $\frac{1}{3}$ d'entre eux n'a aucun engagement associatif. Sinon, l'association sportive représente la deuxième source d'engagement (28,6% d'entre eux). Pour motiver leur mobilisation, les « Peut-être » mettent principalement en avant leur « Volonté de contribuer à une cause » (pour 47,6% d'entre eux), tout comme les autres catégories, puis la possibilité qui leur est offerte de développer leurs compétences (42,5%) et enfin leur « Epanouissement personnel » (38,1%). Selon leur propre constat, ils sont également faiblement engagés dans le domaine de la défense/militaire s'attribuant la note d'1,7/5.